



Transport d'hydrocarbures et de saumures par canalisations

PROJET DE MODIFICATION DU TRACÉ DES CANALISATIONS GSM 1 ET GSM 2

CONTOURNEMENT NORD DE BERRE L'ETANG

DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE



Communes de Berre l'Etang et de Rognac
(Département des Bouches-du-Rhône)

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 2018-43
du 01 OCT 2018

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale

Magali CHARBONNEAU

SOMMAIRE

1	CONTEXTE REGLEMENTAIRE	3
2	OBJET DE LA DEMANDE	4
3	PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE ROGNAC.....	5
3.1	Compatibilité avec le PLU	5
4	PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE BERRE L'ETANG.....	7
4.1	Zonage	7
4.2	Espaces boisés classés traversés en zone NL-N.....	8
4.3	Evaluation environnementale relative au déclassement des EBC	10
4.4	Modifications nécessaires à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme.....	12
4.4.1	<i>Pièces graphiques.....</i>	<i>12</i>
4.4.2	<i>Annexes du PLU.....</i>	<i>12</i>
4.4.3	<i>Règlement et autres documents du PLU</i>	<i>12</i>
5	ANNEXES.....	12
	ANNEXE 1 : carte de situation EUR8622	13
	ANNEXE 2 : carte de mise en compatibilité du PLU de Berre l'Etang EUR8623	14
	ANNEXE 3 : procès-verbal de la réunion d'examen conjoint.....	15
	ANNEXE 4 : procès-verbal de la CDNPS	16

1 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Mise en compatibilité du plan local d'urbanisme : Code de l'Urbanisme

Article L153-54 : Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

- 1°) L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;
- 2°) Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint.

Article L153-56 : Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

- 1°) Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :
 - a. Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;
 - b. Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;
 - c. Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;
- 2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire dans les autres cas.

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

Article L153-57 : A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

- 1° Emet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;
- 2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.

Article L153-58 : La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :

- 1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;
- 2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par l'Etat ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;
- 3° Par arrêté préfectoral lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ;
- 4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas. A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral.

2 OBJET DE LA DEMANDE

Deux communes sont concernées par le projet :

- Rognac
- Berre l'Etang

Le présent dossier a pour objectif la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes traversées. Cette demande porte sur le déclassement des espaces boisés classés traversés par les canalisations sur la commune de Berre l'Etang qui sont incompatibles avec les servitudes d'utilité publique stipulées à l'article R555-30 du code de l'environnement.

Il convient de noter que la demande d'autorisation de GEOSSEL MANOSQUE a été déposée au moment où les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes de Berre l'Etang et de Rognac étaient définitivement approuvés. De ce fait, les derniers ajustements opérés dans ces PLU n'ont pas pu matériellement être pris en compte, dans la demande d'autorisation initiale, en avril 2017. Les ajustements nécessaires ont été pris en compte lors de l'instruction de la demande d'autorisation par les services de l'Etat. Ceux-ci sont repris dans le présent dossier.

Le tableau ci-après présente pour chaque commune concernée les documents d'urbanisme pris en considération, dans le présent document..

Département	Commune	Documents d'urbanisme
Bouches du Rhône (13)	BERRE L'ETANG	Plan Local d'Urbanisme Approuvé le 23/03/2017
Bouches du Rhône (13)	ROGNAC	Plan Local d'Urbanisme Approuvé le 30/06/2017

3 PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE ROGNAC

3.1 Compatibilité avec le PLU

Le PLU de Rognac a été approuvé le 30 juin 2017.

Le tracé des canalisations chemine entre le site pétrochimique de Berre et la route départementale n°113, sur un secteur de protection de la nature concerné par les zones d'isolement liées aux installations de la société LYONDELLBASELL dénommé :

- 1AUEmF2 : urbanisation à vocation économique sous réserve de raccordement aux réseaux d'assainissement collectifs : future zone d'activités des Plans ainsi que quelques zones économiques à vocation mixte existantes mais non raccordées aux réseaux d'assainissement collectifs – zone concernée par le risque de feu de forêt et au risque technologique ;

Pas d'interdiction à la pose de canalisations.

- Nc : espace naturel à protéger en raison de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt : espaces agricoles « classiques » ou « communs » du territoire – zone concernée par le risque de feu de forêt et au risque technologique ;

Sont autorisées les constructions et les installations d'intérêt collectif ou nécessaires aux services publics à condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteintes à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

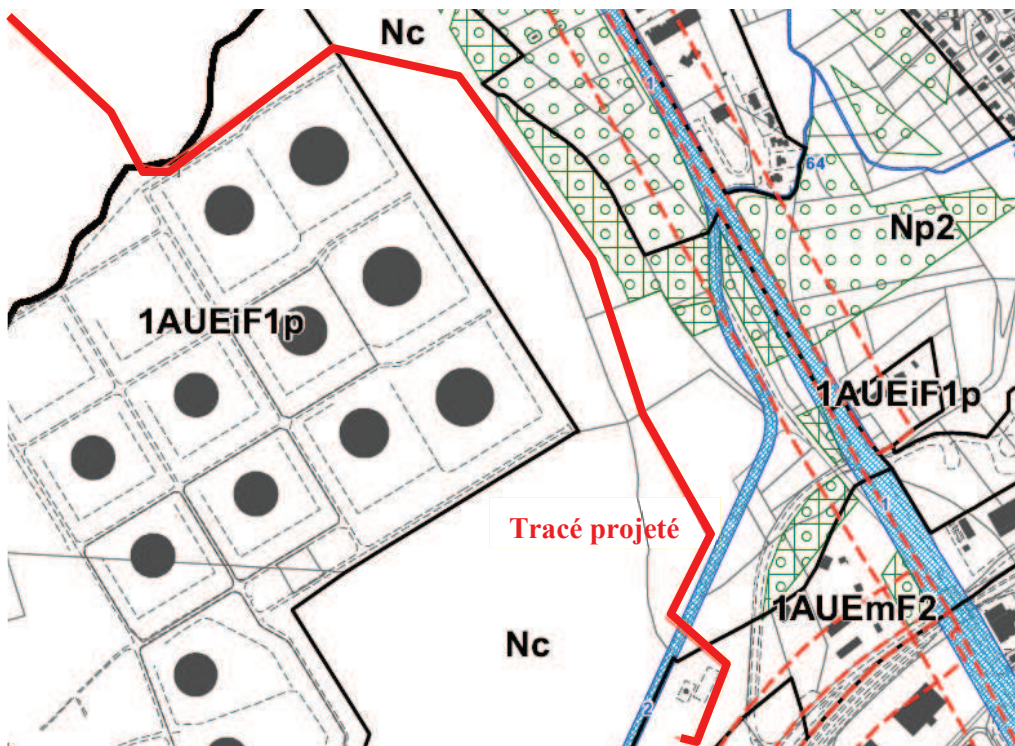
- 1AUEiF1p : zones économiques à vocation industrielle non raccordées aux réseaux d'assainissement collectifs – zone concernée par le risque de feu de forêt et au risque technologiques.

Le projet longe un espace boisé classé sans toutefois le toucher. La limite de cet EBC sera implantée de façon à constituer la limite extérieure de l'emprise de travaux autorisée. La carte de localisation de cet EBC est donnée en Annexe 1. Il convient de noter que ce nouvel EBC (absent au précédent POS) a en partie été positionné sur des servitudes de canalisations existantes.

Aucun espace protégé n'est impacté par le tracé retenu du projet.

La construction et l'exploitation des deux canalisations est donc compatible avec le PLU de Rognac.

La totalité du tracé des canalisations devra être inscrit aux annexes dans le cadre de la mise à jour sous un figuré de servitude de canalisation de transport d'hydrocarbures avec une liste détaillée des SUP (Servitude d'Utilité Publique).



Extrait du plan général du PLU de Rognac

4 PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE BERRE L'ETANG

4.1 Zonage

Le tracé des canalisations chemine sur différentes zones définies dans le PLU de la commune de Berre l'Etang :

- 2AUb : zone d'urbanisation future à long terme (actuellement inconstructible) du parc d'activités Euroflory. Elle correspond à des secteurs à caractère naturel ou agricole pour lesquels les voies publiques et les réseaux existants à proximité n'ont pas une capacité suffisante pour permettre une urbanisation immédiate.
- UEc : zone qui correspond à des terrains spécialisés dans l'accueil de constructions et installations à usage d'activités économiques, la zone UEc étant dédiée à l'accueil d'activités industrielles ; elle correspond à l'emprise des usines pétrochimiques.
- Ap : plaine alluvionnaire au *Sud* de l'Arc qui comprend des terrains agricoles à fort potentiel agronomique, biologique et économique.

En zone A, peuvent être autorisées les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

- N-NL : zones recouvrant les espaces naturels et les espaces remarquables qui font l'objet d'une protection particulière. La zone naturelle recouvre principalement les salins et les espaces boisés (NL correspond aux espaces naturels remarquables identifiés au titre de l'article L.146-6 du code de l'urbanisme).

En zone N, peuvent seules être autorisées :

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière ;
- les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Ces dispositions s'appliquent à la zone N et ses sous-sections (NL).

De plus on retiendra que dans la zone N, sont autorisés :

- au sein de la bande littorale inconstructible des 100 mètres, les occupations et aménagements temporaires du domaine public maritime (cas des canalisations de transport) sous réserve de la conformité, avec les règles d'utilisation de ce domaine et à la condition expresse de disposer d'un titre d'occupation domanial délivré par le service gestionnaire compétent ;
- en dehors de la bande littorale inconstructible des 100 mètres, les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

On retiendra également que dans la zone NL, sont autorisés :

- les aménagements légers, conformément à l'article R.146-2 du Code de l'Urbanisme, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion, à la mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant, à l'ouverture au public des espaces naturels remarquables. Ces projets d'aménagement sont soumis, préalablement à leur autorisation, selon leur importance et leur incidence sur l'environnement, soit à enquête publique, soit à une mise à disposition

du public pendant une durée d'au moins quinze jours, dans des conditions permettant à celui-ci de formuler ses observations.

Ainsi, il convient de rappeler que les Salins de Berre, qui sont situés au cœur du zonage NL, sont actuellement exclusivement alimentés en saumure par les canalisations de GEOSEL MANOSQUE ; A ce titre, le projet entre dans la catégorie des aménagements légers de l'article R.146-2 « aménagements nécessaires à l'exercice des activités agricoles, pastorales et forestières ne créant pas plus de 50 mètres carrés de surface de plancher ».

La pose des deux canalisations projetées par GEOSEL MANOSQUE n'est pas incompatible avec le zonage défini dans le PLU de Berre l'Etang.

La totalité du tracé des canalisations devra être inscrit aux annexes dans le cadre de la mise à jour sous un figuré de servitude de canalisation de transport d'hydrocarbures avec une liste détaillée des SUP (Servitude d'Utilité Publique).

4.2 Espaces boisés classés traversés en zone NL-N

D'après l'article L130-1 du Code de l'Urbanisme, les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements.

Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue aux chapitres Ier et II du titre Ier livre III du code forestier.

La commune de Berre l'Etang a classé des espaces boisés qui figurent sur les documents graphiques du PLU.

Le tracé retenu pour les deux canalisations à construire traverse trois espaces boisés classés (EBC) où des coupes d'arbres de hautes tiges seront nécessaires pour la réalisation des travaux. La situation de ces EBC est reportée sur le plan EUR 8622 en annexe n°1 du présent dossier qui montre les EBC traversés dans le cadre du projet.

Le tableau ci-après décrit les trois zones concernées sur la commune de Berre l'Etang.

Dénomination : EBC « Flory »

Parcelles concernées : CX-91 et CX-92.

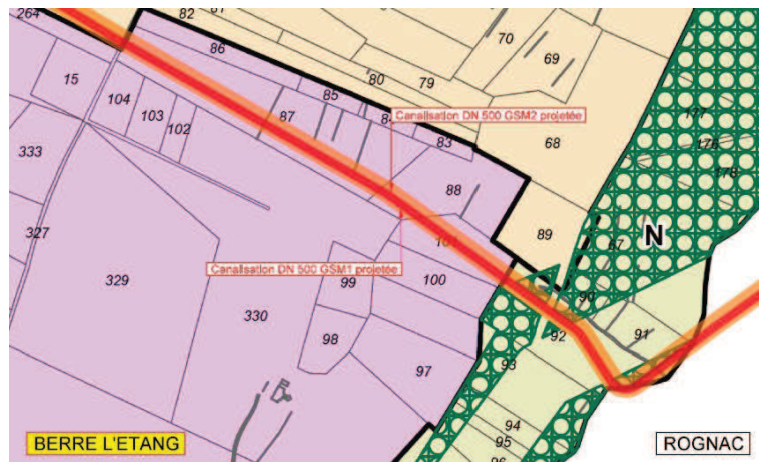
Distance linéaire : 210 m.

Surface EBC impactée : 1 644 m²

Zone N du PLU.

Le projet traverse en plusieurs fois les espaces boisés classés sur quelques mètres.

A noter que des canalisations existantes traversent déjà cette zone qui est régulièrement entretenue.



Extrait du PLU de Berre l'Etang

Dénomination : EBC « Le Moulin Vieux»

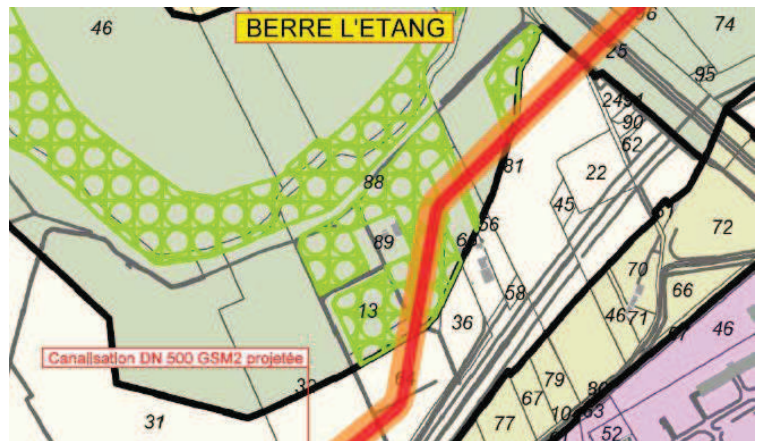
Parcelles concernées : AW-81, AW-56,
AW-13, AW-36, AW-64 et AW88

Distance : 180 m.

Surface EBC impactée : 3 209 m²

Zone NL du PLU.

Le projet traverse des espaces boisés classés, correspondant à une extension de la ripisylve de la rivière Arc.



Extrait du PLU de Berre l'Etang

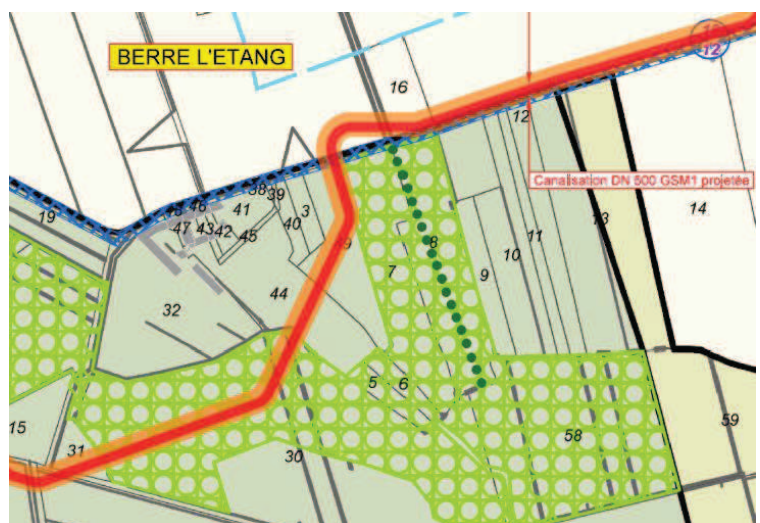
Dénomination : EBC « Les grandes Canillières »

Parcelle concernée : BO-30 et BO-31.

Distance : 245 m.

Surface EBC impactée : 6 250 m²

Zone NL du PLU.



Extrait du PLU de Berre l'Etang

Le projet impacte 1,11 ha d'espaces boisés (EBC) à déclasser. Dans la demande initiale de GEOSSEL MANOSQUE, avant l'approbation du PLU définitif, la surface à déclasser avait été estimée à 1,50 ha.

Le déclassement envisagé est reporté sur les plans de zonage EUR8623 en annexe n°2 dans chaque secteur à modifier.

Le projet faisant l'objet d'une demande de déclaration d'utilité publique, la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Berre l'Etang a été conduite selon les modalités prévues aux articles L.153-54 du Code de l'urbanisme, après examen conjoint des services de l'Etat (voir annexe 3) et enquête publique. Pour les EBC du « Moulin Vieux » et des « grandes Canillières », qui sont classés comme significatifs, la CDNPS s'est également prononcée (voir annexe 4).

4.3 Evaluation environnementale relative au déclassement des EBC

La présente évaluation environnementale s'inscrit dans le cadre de l'étude d'impact globale du projet. Elle porte exclusivement sur l'évaluation des impacts du déclassement de ces espaces boisés et du défrichement associé aux travaux de pose et d'exploitation des futurs ouvrages. Elle concerne exclusivement les EBC traversés.

Les EBC de la Commune de Berre l'Etang sont compris dans la zone N-NL comprenant les espaces naturels et les espaces remarquables qui font l'objet d'une protection particulière en raison notamment de la qualité des sites ou de leur rôle dans la fonctionnalité écologique du territoire communal. La zone naturelle recouvre essentiellement les Salins ainsi que les espaces boisés.

L'objet de cette évaluation environnementale est de montrer que pour chaque EBC traversé, la pose des deux canalisations et la servitude faible associée (bande de 25 mètres entretenus pour prévenir les opérations de maintenance ou d'intervention en urgence sur les ouvrages) ne porte pas atteinte à la fonctionnalité de la zone.

EBC « Flory »

Du point de vue des habitats naturels, cet EBC est caractérisé par un aspect très dégradé des habitats de type boisement. Dans le secteur du tracé, seul un piquetage d'une garrigue par des individus de Pins d'Alep est présent.

L'habitat principal périphérique de la zone d'étude (= couloir de canalisations), au niveau de cet EBC correspond à un boisement clair de Pins d'Alep et de garrigues (libellé EUNIS : G3.74 x F6.1) et à des garrigues et des pelouses (libellé EUNIS : F6.1 x E1.311).

Ainsi, dans une bande de 25 m de part et d'autre du couloir de canalisation, l'EBC en place ne peut plus être considéré comme un boisement au sens forestier, mais comme un reliquat de boisement dégradé tenant plus d'un boisement lâche et clair d'individus isolés les uns des autres.

De plus, ces arbres, composés majoritairement de Pins d'Alep, sont jeunes ; ainsi, leur intérêt écologique est-il jugé de très faible à nul.

Les principaux enjeux écologiques avérés sur ce secteur sont liés aux milieux ouverts et de pelouses plus ou moins rases, où peuvent être trouvées plusieurs espèces à enjeu, tant de la faune (notamment la Magicienne dentelée), que de la flore (Hélianthème à feuilles de marum).

Ces éléments viennent confirmer le faible intérêt écologique de l'Espace Boisé Classé de Flory.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, du point de vue écologique, le projet de déclassement de cet EBC dans le cadre d'un projet de canalisations enterrées n'est pas de nature à compromettre la conservation et la protection des boisements et ne porte pas atteinte à un Espace Boisé Classé fonctionnel.

De plus, en dehors de l'entretien de la bande de servitudes, la présence des canalisations enterrées n'est pas visible pendant leur exploitation.

EBC « Le Moulin Vieux »

L'EBC traversé est associé à la ripisylve de l'Arc, sous forme d'extension vers une zone boisée au sein de laquelle se trouvent des habitations.

L'habitat principal périphérique de la zone d'étude correspond à de petits bois anthropiques (libellé EUNIS : G5). En effet, la structure lâche et les espèces ligneuses soulignent un caractère artificiel et jardiné de ces boisements. Ce boisement est également marqué par des activités anthropiques, comme des installations plus ou moins pérennes de types cabanons de jardin ou clos pour chevaux et autres animaux domestiques (chenils, poulaillers). En effet, enclavées au milieu de cette extension de la ripisylve de l'Arc, se trouvent deux habitations que le tracé retenu évite.

Du point de vue écologique, ce boisement, plus hygrophile que les milieux alentours, est un habitat potentiel pour la Diane, un papillon protégé présentant un enjeu local de conservation modéré. Ce boisement est également jugé comme étant une zone d'alimentation pour plusieurs espèces de chiroptères, compte tenu de la présence de clairières bien abritées du vent dominant. Du point de vue de la fonctionnalité écologique, ce boisement, avant d'être fortement dégradé par les activités anthropiques, était lié à la ripisylve de l'Arc toute proche.

Ces éléments viennent confirmer le faible intérêt écologique de l'Espace Boisé Classé du Moulin Vieux au droit du tracé retenu.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, du point de vue écologique, le projet de déclassement de cet EBC, dans le cadre d'un projet de deux canalisations enterrées, n'est pas de nature à compromettre la conservation et la protection des boisements de la ripisylve de l'Arc.

De plus, en dehors de l'entretien de la bande de servitudes, la présence des canalisations enterrées n'est pas visible pendant leur exploitation.

EBC « Les Grandes Canillières »

L'EBC traversé relie en fait deux boisements. Les habitats principaux situés sur la périphérie de la zone d'étude, au niveau de cet EBC, correspondent à des roselières (libellé EUNIS : C3.21), à des cultures (libellé EUNIS : I1.3), à des haies et alignements d'arbres (libellé EUNIS : G5.1), de zones rudérales (libellé EUNIS : E5.12), et à un morceau de quelques dizaines de m² de frênaie thermophile (libellé EUNIS : G1.7C6).

Ce secteur de l'EBC est donc très fortement dégradé et ne correspond plus à la définition d'un boisement.

La surface réduite de boisement qui sera impactée, au niveau de la frênaie thermophile, est située à l'extrémité de la zone, qui a une forme presque linéaire à cet endroit. Cette extrémité vient buter sur des habitats fortement anthropisés (habitations et parc équestre) et ne présente qu'une fonctionnalité très réduite.

Du point de vue écologique, ce secteur présente quelques potentialités d'arbres-gîtes pour les chiroptères arboricoles, notamment pour l'îlot de frênaie thermophile située juste au *Nord* du tracé. Les milieux plus ouverts de cet EBC, qui sont actuellement des parcelles agricoles, sont également fréquentés pour l'alimentation de plusieurs espèces de chiroptères, car situées à l'abri du vent dominant. Cet îlot est également un site de reproduction pour plusieurs espèces d'oiseaux, comme la Huppe fasciée, le Rollier d'Europe, le Lorient d'Europe ou le Milan noir.

Dans le cadre de l'étude d'impact, deux mesures sont proposées afin de réduire les impacts sur les enjeux écologiques liés aux boisements présents :

- une première mesure concernant les chiroptères va permettre de limiter les impacts en cas d'abattage d'arbres-gîtes potentiels ;
- une seconde mesure, d'adaptation du calendrier des travaux aux enjeux écologiques, va permettre de ne pas déranger les espèces avifaunistiques nicheuses dans ce secteur.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, du point de vue écologique, le projet de déclassement de cet EBC, dans le cadre d'un projet de canalisation enterrée, n'est pas de nature à compromettre la conservation et la protection des boisements et ne porte pas atteinte à un Espace Boisé Classé fonctionnel.

De plus, en dehors de l'entretien de la bande de servitudes, la présence des canalisations enterrées n'est pas visible pendant leur exploitation.

4.4 Modifications nécessaires à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme

La carte générale du tracé EUR8622 jointe en annexe 1, indique l'implantation générale du projet et le tracé envisagé au regard des EBC.

La mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Berre l'Etang avec le projet de modification du tracé des canalisations de transport GSM 1 et GSM 2 nécessite le déclassement d'une bande de 25 mètres de large des espaces boisés classés de la commune en trois endroits du tracé projeté et l'inscription aux annexes des servitudes d'utilité publique.

4.4.1 Pièces graphiques

Le plan local d'urbanisme de la commune de Berre l'Etang peut être rendu compatible avec le projet des canalisations de transport d'hydrocarbures et de saumure par deux canalisations en DN 500 en modifiant les pièces graphiques (plan de zonage *Nord* et *Sud*) où seront reportées les zones à déclasser.

Des extraits de la carte de mise en compatibilité du PLU de Berre l'Etang EUR8623 est jointe en annexe 2.

4.4.2 Annexes du PLU

Les documents annexes (plans et liste de servitude d'utilité publique) feront l'objet d'une mise à jour.

La totalité du tracé des canalisations devra être inscrit aux annexes dans le cadre de la mise à jour sous un figuré de servitude de canalisation de transport d'hydrocarbures avec une liste détaillée des SUP (Servitude d'Utilité Publique).

4.4.3 Règlement et autres documents du PLU

Aucune modification du règlement écrit de la commune ou des autres pièces ne s'avère nécessaire.

5 ANNEXES

ANNEXE 1 : carte de situation du projet EUR8622 vis-à-vis des EBC de Rognac et de Berre l'Etang

ANNEXE 2 : carte de mise en compatibilité du PLU de Berre l'Etang EUR8623

ANNEXE 3 : procès-verbal de la réunion d'examen conjoint

ANNEXE 4 : procès-verbal de la CDNPS

ANNEXE 1 : carte de situation EUR8622

Transport d'hydrocarbures et de saumures par canalisations

PROJET DE MODIFICATION DU TRACE
DES CANALISATIONS GSM 1 ET GSM 2

CONTOURNEMENT NORD DE BERRE L'ETANG

Département des BOUCHES-DU-RHONE (13)

Communes de ROGNAC et BERRE L'ETANG

CARTE DE LOCALISATION DES ESPACES BOISES CLASSES

Ce document est la propriété de GEOSSEL, il ne peut être reproduit ou divulgué sans son autorisation expresse

Date	Ind.	Modifications	Dessinateur	Vérificateur	Approbateur
07.09.2017	02	Prise en compte du PLU approuvé 2017	S.Rodriguez	JP.Perez	F.St-Agne
20.03.2017	01	Suppression des réseaux tiers	S.Rodriguez	JP.Perez	F.St-Agne
31.01.2017	00	Emission originale sur MicroStation V8	S.Rodriguez	JP.Perez	F.St-Agne

GEOSEL
Passaire Saint-Martin
CS90024
04107 MANOSQUE Cedex

Echelles
1 : 2 000 - 1 : 25 000

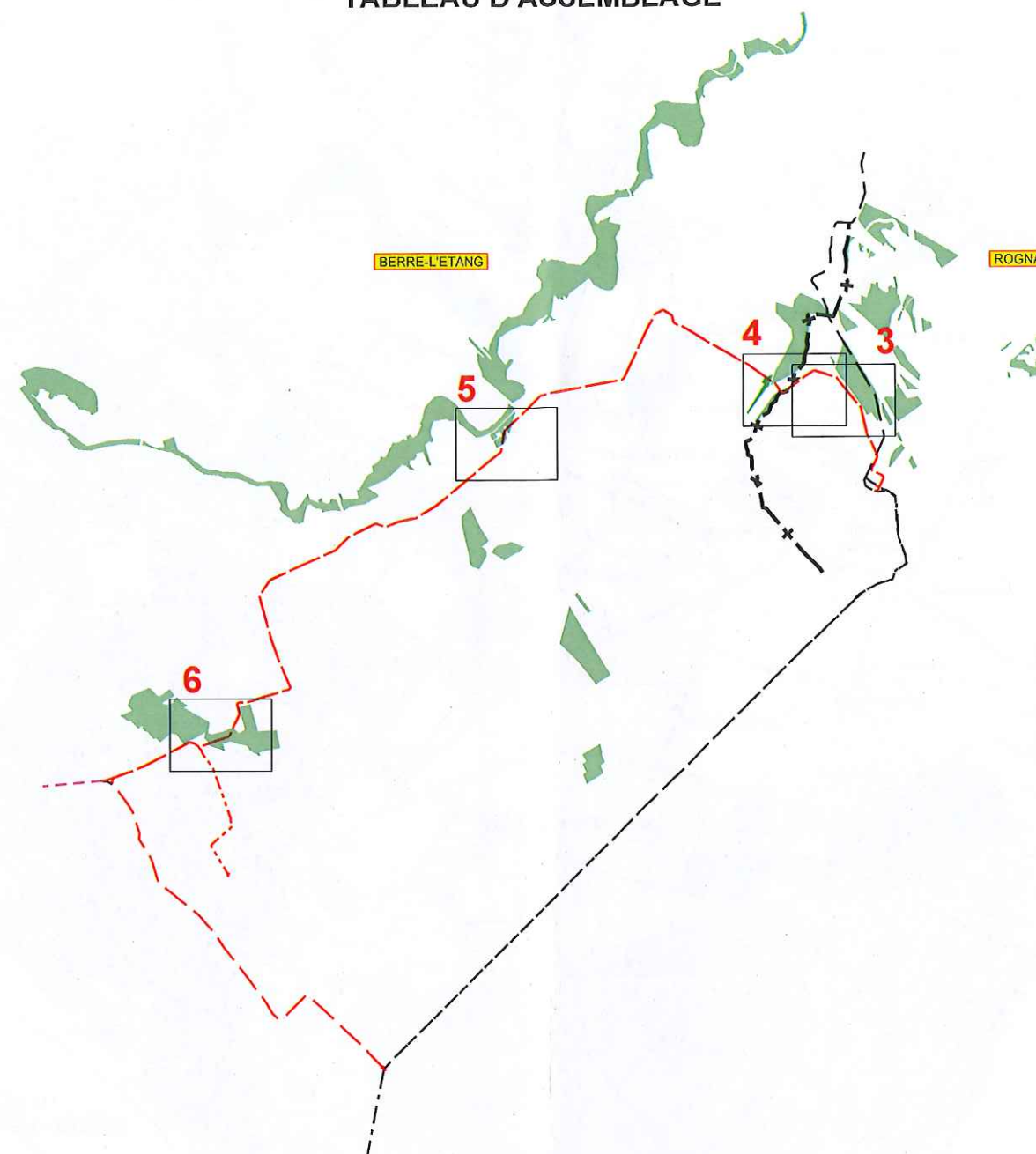
Format
A 3

N° d'ordre
Folio 1/6

Numéro d'enregistrement
EUR 8622

EURETEQ
EUROPE ETUDES EQUIPEMENT
Siège social : 37 rue Clarac - 65000 Tarbes - France
Tel. +33 5 62 34 49 07 - Fax. +33 5 62 93 71 22

TABLEAU D'ASSEMBLAGE



LEGENDE

CANALISATIONS

- Canalisations GSM1 et GSM2 projetées (nouvelles canalisations)
- Connexion Salins de Berre projetée

RESEAUX GSM EXISTANTS

- Canalisations GSM1 et GSM2 existantes

POINTS KILOMETRIQUES

- PK 0, point kilométrique

ESPACES BOISES CLASSES

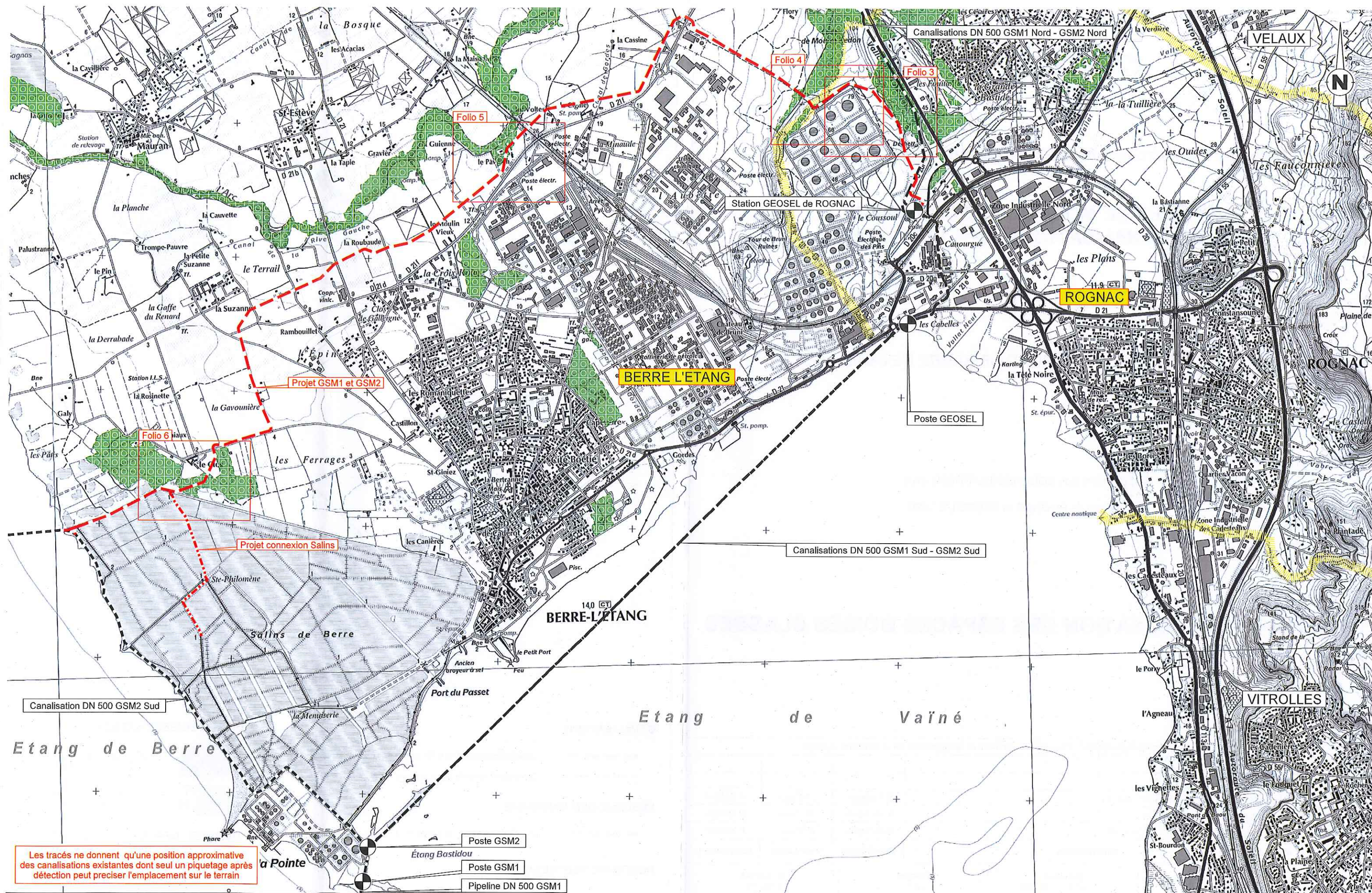
- EBC (espace boisé classé) sur fond SCAN25 IGN
- EBC (espace boisé classé) sur fond BD Ortho IGN

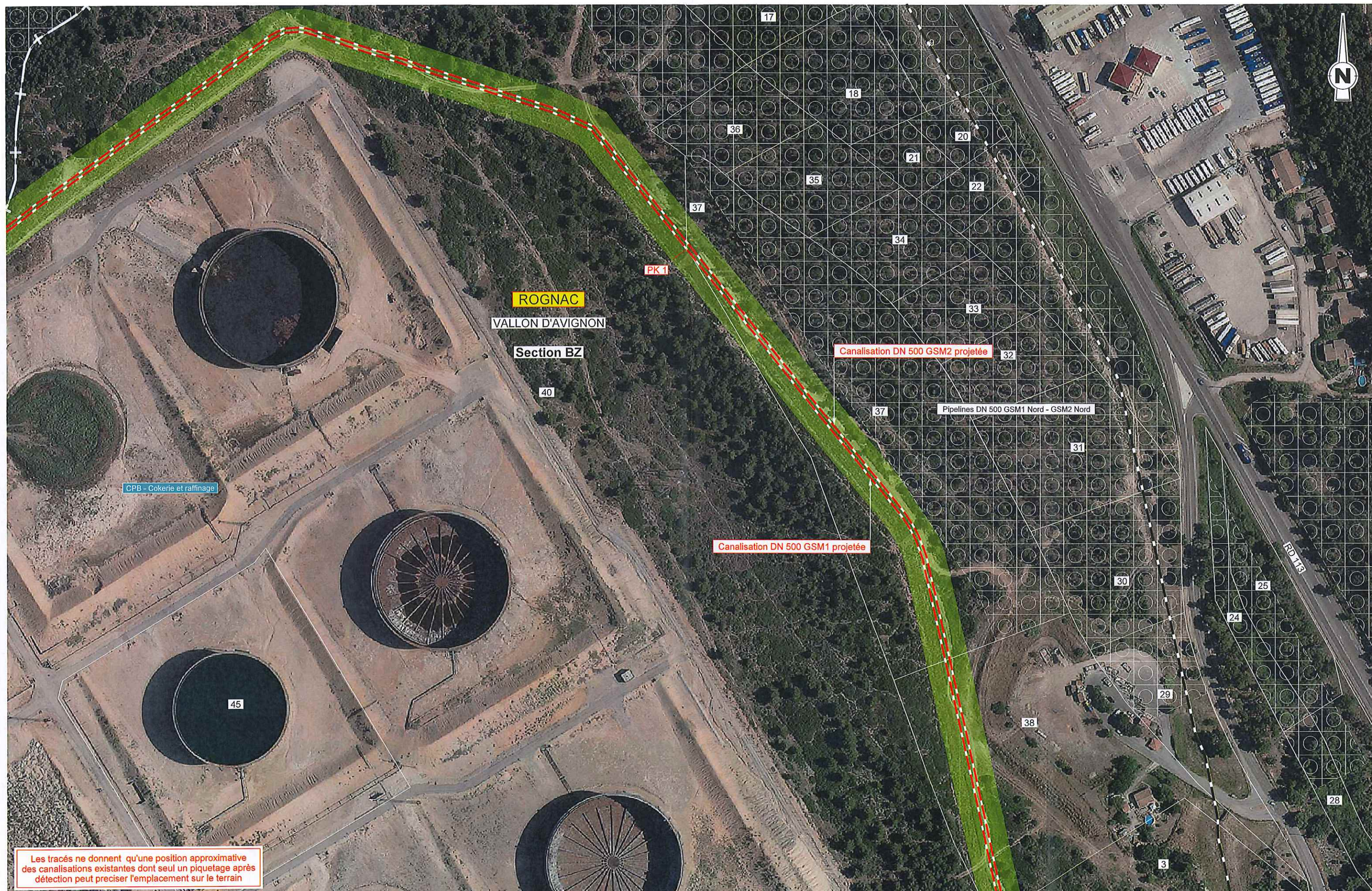
COMMUNES, DEPARTEMENTS, ETATS

- BERRE L'ETANG Commune concernée

LIMITES ADMINISTRATIVES

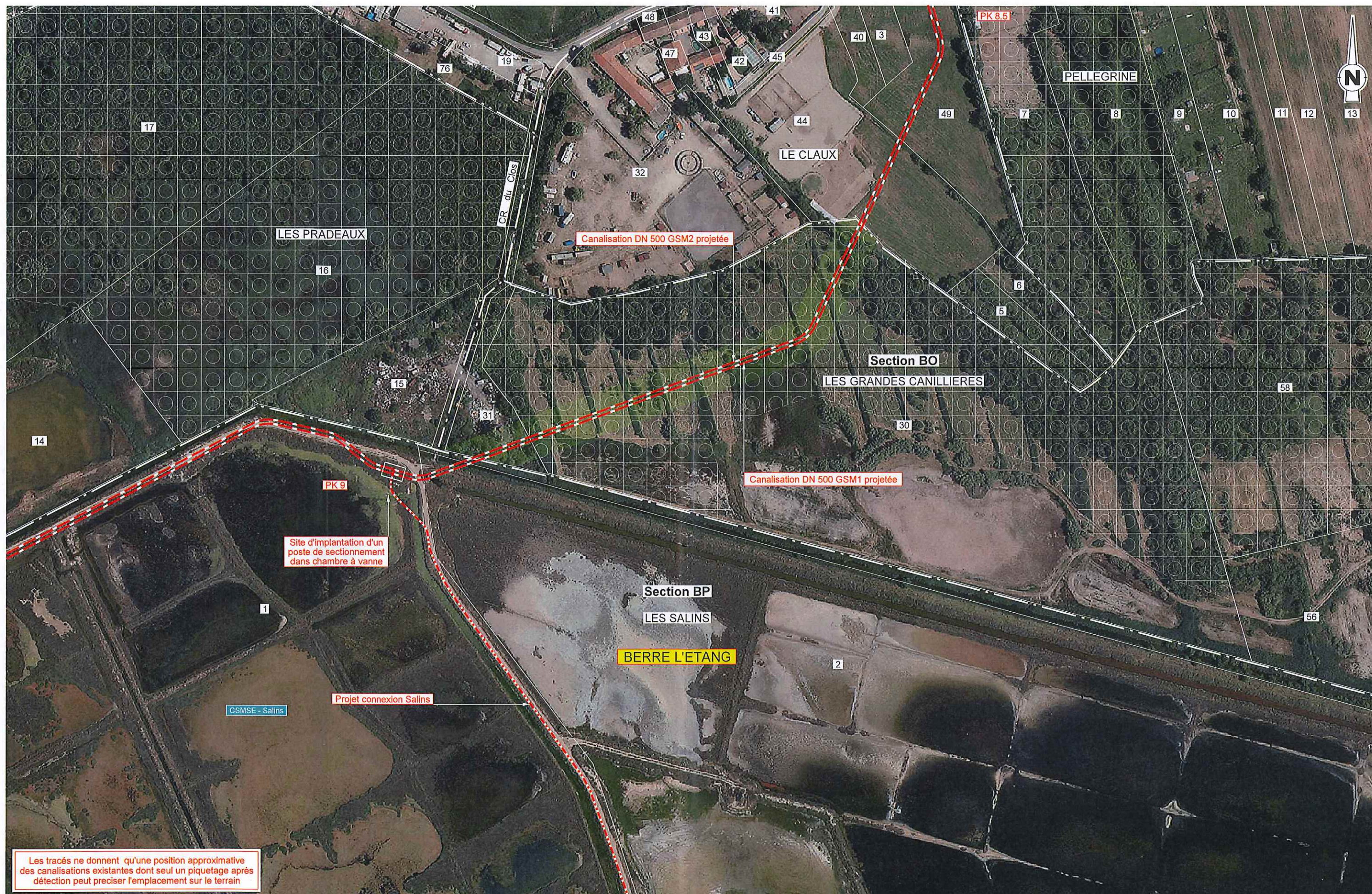
- Limite de commune











Les tracés ne donnent qu'une position approximative des canalisations existantes dont seul un piquetage après détection peut préciser l'emplacement sur le terrain

ANNEXE 2 : carte de mise en compatibilité du PLU de Berre l'Etang EUR8623

Transport d'hydrocarbures et de saumures par canalisations

PROJET DE MODIFICATION DU TRACE DES CANALISATIONS GSM 1 ET GSM 2

CONTOURNEMENT NORD DE BERRE L'ETANG

Département des BOUCHES-DU-RHONE (13)

Commune de BERRE L'ETANG

CARTE DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE BERRE L'ETANG

Extrait du PLU approuvé le 23 mars 2017

Ce document est la propriété de GEOSEL, il ne peut être reproduit ou divulgué sans son autorisation expresse

Date	Ind.	Modifications	Dessinateur	Vérificateur	Approbateur
11.09.2018	03	Ajustement des servitudes faibles	M.Bascans	JP.Perez	F.St-Agne
08.09.2017	02	Mise à jour du PLU	M.Bascans	JP.Perez	F.St-Agne
20.03.2017	01	Mise à jour d'après commentaires GEOSTOCK	S.Rodriguez	JP.Perez	F.St-Agne
06.02.2017	00	Emission originale sur MicroStation V8	S.Rodriguez	JP.Perez	F.St-Agne

GEOSEL
Passaire Saint-Martin
CS90024
04107 MANOSQUE Cedex

Echelles
1 : 3 000 - 1 : 18 000

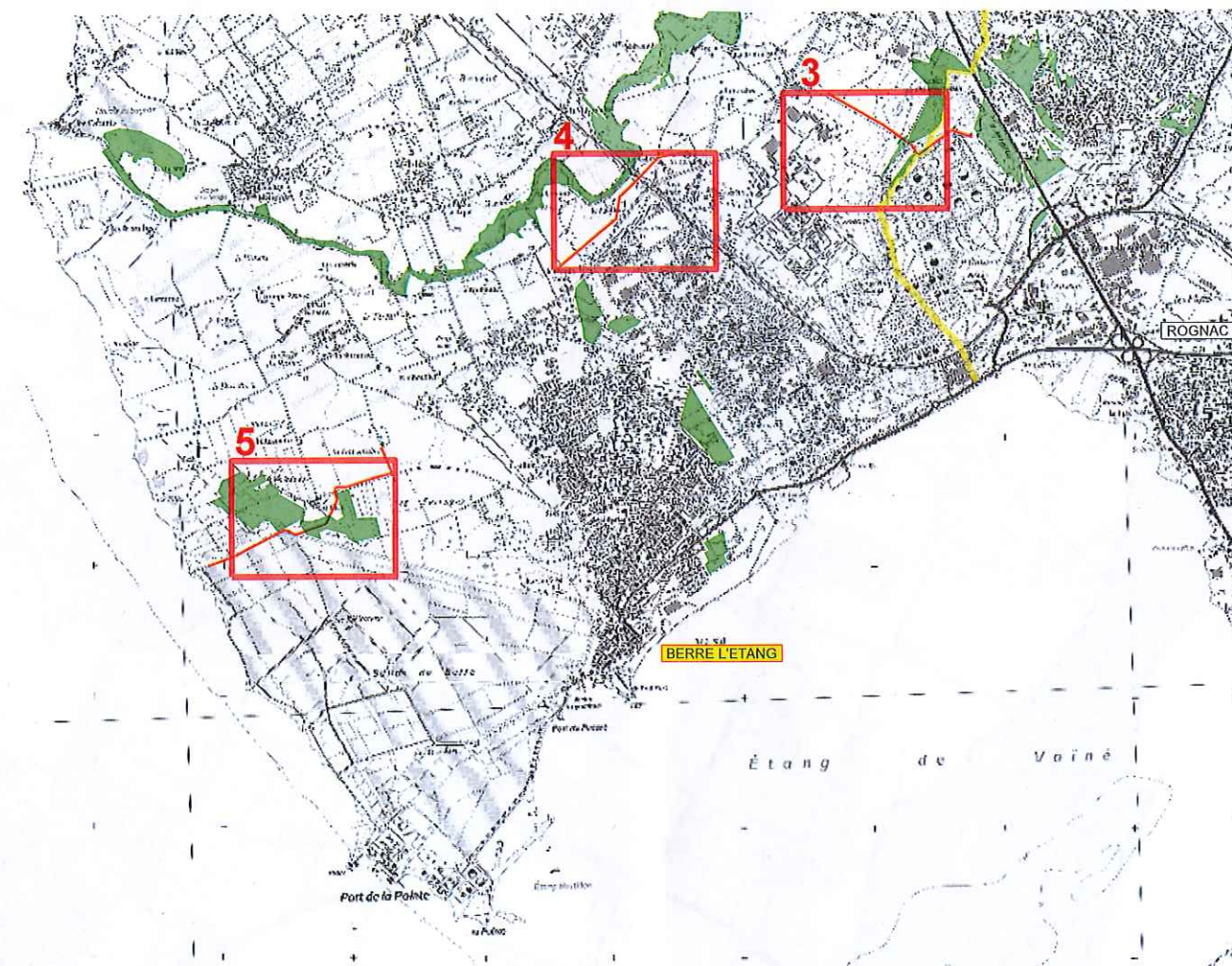
Format
A 3

N° d'ordre
Folio 1/5

Numéro d'enregistrement
EUR 8623

EURETEQ
EUROPE ETUDES EQUIPEMENT
Siège social : 37 rue Clarac - 65000 Tarbes - France
Tel. +33 5 62 34 49 07 - Fax. +33 5 62 93 71 22

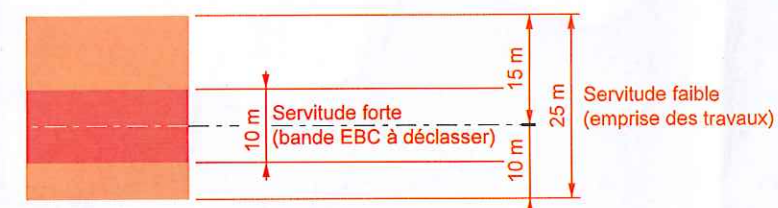
TABLEAU D'ASSEMBLAGE



LEGENDE

SERVITUDES

(en application de l'article L555-27 du code de l'environnement)



ESPACES BOISES CLASSES



EBC (espace boisé classé)
sur fond PLU



EBC (espace boisé classé)
sur fond PLU

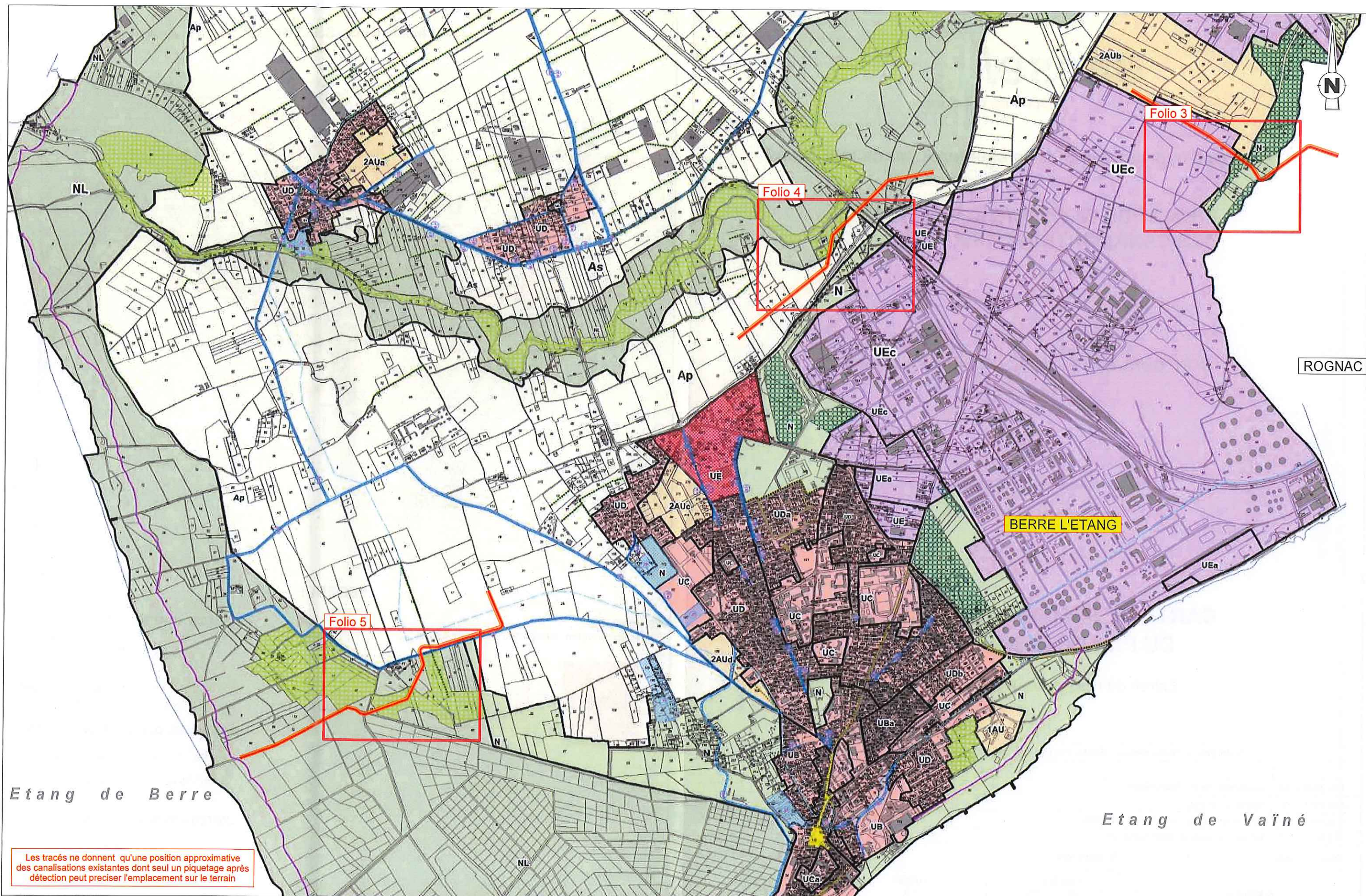
COMMUNES, DEPARTEMENTS, ETATS

BERRE L'ETANG Commune concernée

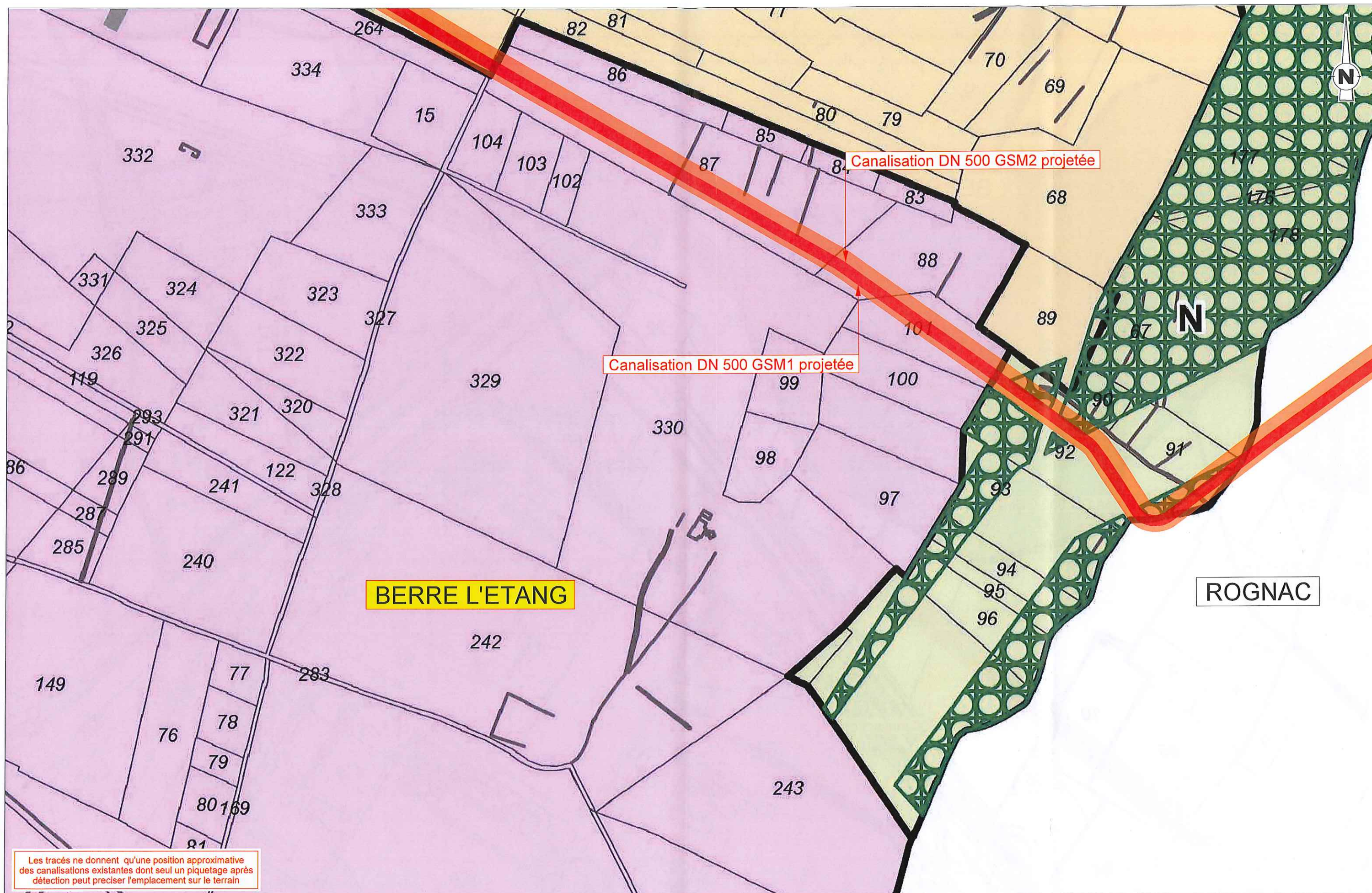
ROGNAC Commune voisine

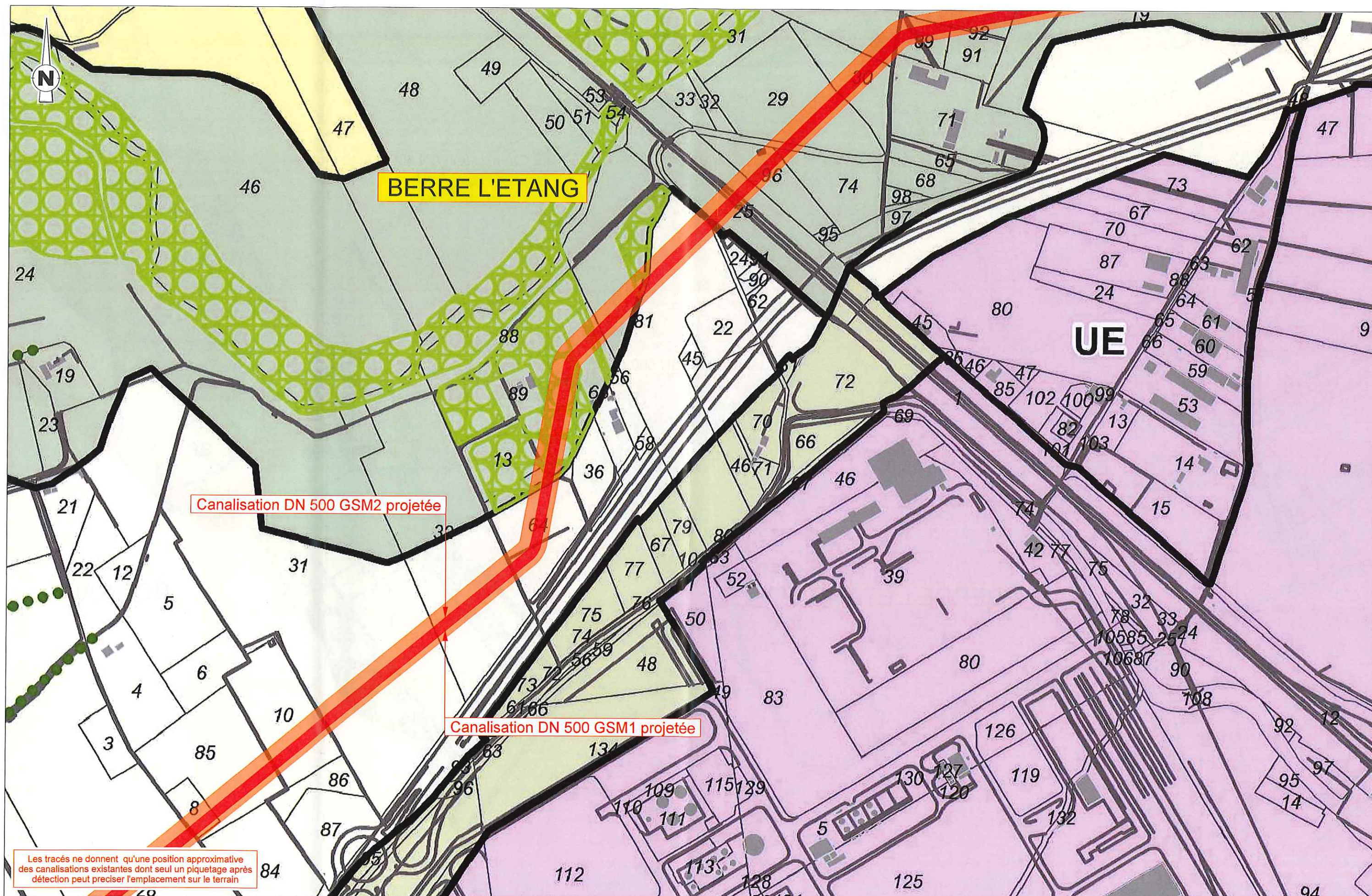
LIMITES ADMINISTRATIVES

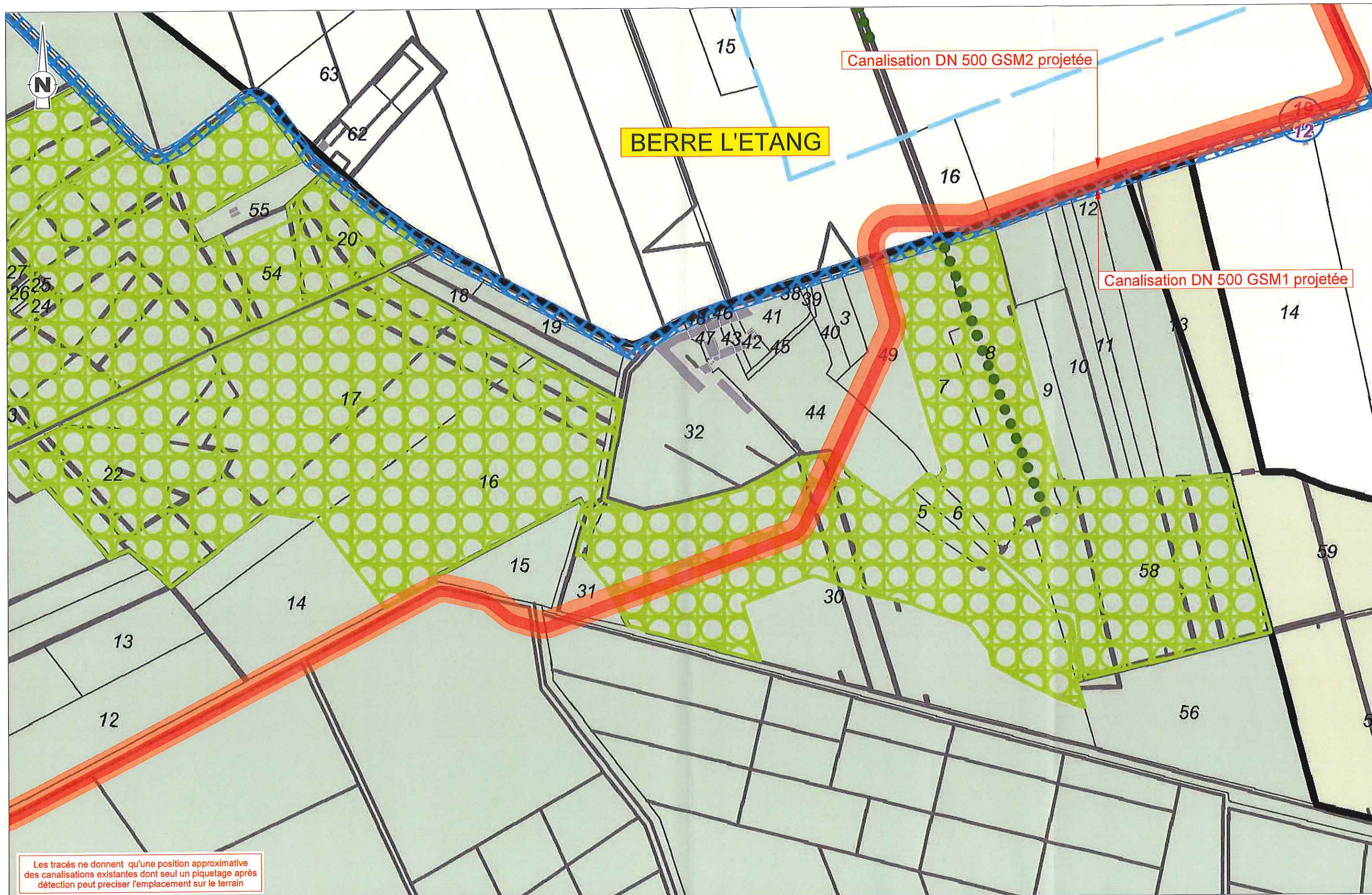
— Limite de commune



Les tracés ne donnent qu'une position approximative des canalisations existantes dont seul un piquetage après détection peut préciser l'emplacement sur le terrain







Les tracés ne donnent qu'une position approximative des canalisations existantes dont seul un piquetage après détection peut préciser l'emplacement sur le terrain

Handwritten text, possibly a signature or name, written vertically.

Handwritten text, possibly a signature or name, written vertically.

ANNEXE 3 : procès-verbal de la réunion d'examen conjoint

Projet de modification du tracé des canalisations GSM 1 et GSM 2 – contournement Nord

Commune de Berre-l'étang

Maître d'ouvrage : Société GEOSEL MANOSQUE

Procès verbal de la réunion d'examen conjoint prévue à l'article L153-54-2° du Code de l'Urbanisme

La réunion présidée par Madame Ahrweiller, Secrétaire Générale Adjointe de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, s'est tenue le 06 octobre 2017 à 14h30 dans les locaux de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Ont participé à cette réunion :

– Madame AHRWEILLER Maxime	Secrétaire Générale Adjointe de la Préfecture des Bouches-du-Rhône
– Monsieur PAYAN Patrick	Chef de bureau de l'Utilité publique, de la concertation et de l'Environnement
– Madame MESTRE Manon	Bureau de l'Utilité publique, de la concertation et de l'Environnement
– Monsieur BERGE Pascal	Service Départemental Incendie Secours des Bouches-du-Rhône
– Monsieur DERNIS Marc	Direction Départementale des Territoires et de la Mer- Service Mer Eau Environnement – Police de l'eau
– Monsieur SARDA Nicolas	Société GEOSEL – chef de projet
– Madame OSTAPOFF Flore	Société GEOSEL – Responsable HSE&IA
– Monsieur FANJEAU Benoît	Métropole Aix-Marseille Provence – Conseil de Territoire du Pays Salonais
– Madame Bernard Laure	Sous-préfecture d'Istres – Chef du B3E
– Madame BROCH Odile	Sous-préfecture d'Istres – Chef du bureau du cabinet
– Madame LEMAIRE Adeline	Sous-préfecture d'Istres – Bureau du cabinet
– Monsieur BERTRAND Jean-Marc	Chambre d'agriculture – chef de service aménagement
– Madame SQUARATTI Emeline	Mairie de Berre-l'Etang – Responsable pôle urbanisme environnement, Service Urbanisme et Développement
– Madame VAIRON Céline	Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc – Direction
– Monsieur VETTORI Giancarlo	Direction Départementale des Territoires et de la Mer – Service Territorial Centre – Adjoint à la cheffe de Service – Rapporteur de séance
– Madame BLACHERE Isabelle	Direction Départementale des Territoires et de la Mer– Service Territorial Centre – Secrétaire de séance

Madame la Secrétaire Générale Adjointe ouvre la séance et remercie les participants de leur présence.

Cette réunion qui doit être tenue avant l'enquête publique, s'inscrit dans le cadre de la procédure de l'article L153-54-2° du code de l'urbanisme. Elle a pour but de recueillir l'avis des participants sur le dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Berre-l'étang avec le projet de modification du tracé de canalisations GSM1 et GSM2.

L'autorité environnementale a été saisie sur ce dossier. Le projet a identifié et pris en compte les impacts sur l'environnement et la santé.

Le dossier doit être présenté en Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) le 20 octobre 2017, sur le déclassement des espaces boisés classés significatifs (EBCS) au titre de la loi littoral.

Madame la Secrétaire Générale Adjointe demande à Monsieur Sarda, société GEOSSEL MANOSQUE, de présenter le projet.

Monsieur SARDA présente la société GEOSSEL Manosque.

GEOSSEL est la société autorisée à exploiter le site de stockage souterrain en cavités salines d'hydrocarbures liquides situé à Manosque, dans les Alpes-de-Hautes-Provence.

Le stockage de Manosque répond à l'obligation de stockage de réserve, pour l'ensemble de l'industrie pétrolière, mis en place par l'État (loi du 31 décembre 1992).

Le centre de GEOSSEL MANOSQUE est le plus important site français de stockage d'hydrocarbures liquides en cavités salines. Il est en service depuis 1969. La capacité de stockage est d'environ 9 200 000 m³, ce qui représente environ 20 % de la capacité totale de stockage disponible en France.

Pour le stockage d'hydrocarbure, la société GEOSSEL utilise 28 cavités, ce qui nécessite une grande quantité de saumure, stockée dans les étangs de Lavalduc et de l'Engrenier, pour récupérer les hydrocarbures.

Ces cavités ont des dimensions importantes correspondant à la hauteur de la Tour Eiffel et la largeur de Notre Dame de Paris.

Trois canalisations d'intérêt général relient le stockage souterrain situé à Manosque aux installations pétrolières du pourtour de l'étang de Berre.

Monsieur SARDA décrit ensuite l'objet des travaux.

Les canalisations sont inspectées régulièrement pour garantir leur intégrité, avec des racleurs instrumentés qui donnent l'image de l'état des ouvrages à un moment donné, notamment l'épaisseur des tubes. Un programme de remplacement des tronçons à réaliser en priorité est définie en préventif au gré des inspections.

Depuis le début des années 2000, GEOSSEL a lancé un vaste programme de remplacement de ces canalisations, 60 à 70 % des canalisations ont déjà été remplacées afin de garantir la possibilité de mettre à disposition les stocks de sécurité.

Les stocks de sécurité pétroliers sont gérés par la société SAGESS, créée en 1988, à l'initiative des opérateurs pétroliers et sous l'égide des pouvoirs publics. En cas de crise la SAGESS prend le contrôle et décide de la répartition des stocks.

Le tracé des tronçons du GSM1 et GSM2 se trouve actuellement dans l'étang de Vaïne. C'est une contrainte pour la pose et la surveillance, mais également une contrainte environnementale

Les canalisations existent fonctionnellement, mais elles nécessitent un nouveau tracé.

Le tronçon existant dans l'étang sera maintenu par GEOSSEL, mais mis en arrêt avec un suivi de la DREAL et un maintien de la concession au domaine public maritime en charge de la DDTM.

Monsieur SARDA explique ensuite la réalisation des travaux.

- Les travaux s'inscrivent dans une bande de travail d'une largeur d'environ 25 mètres.

- La canalisation préfabriquée au sol est enterrée dans une tranchée puis recouverte avec les déblais extraits.
- Les terrains sont remis en état à la fin des travaux.

Des conventions de passage de la servitude sont passées avec les propriétaires des terrains agricoles qui sont dédommagés sur la base du barème de la chambre d'agriculture.

Les salins de Berre sont alimentés en saumure par le biais exclusif des canalisations GEOSEL GSM2. La continuité de cette alimentation en saumure va être améliorée par le projet présenté.

Le choix du tracé de moindre impact a été étudié en fonction des canalisations existantes au nord de la commune, des contraintes de sécurité et des constructions existantes.

Monsieur SARDA s'appuie sur une carte présentée en séance, qui permet de visualiser la zone d'étude, en violet, définie entre la RD 113 à l'Est, l'Arc au Nord, les rives de l'étang de Vaine au sud et les rives de l'étang de Berre à l'ouest. Les contraintes de la zone d'étude au regard des enjeux urbains, industriels, agricoles et environnementaux ont été ajoutées, en rouge sur la carte, afin de définir le tracé de moindre impact sur l'environnement (réduction des impacts ou compensation), situé entre les pointillés violets sur la carte.

L'intérêt général du projet se fonde sur le remplacement des tronçons de canalisation déjà déclarées d'intérêt général, le rôle majeur et indispensable des ouvrages pour le transport des stocks de sécurité gérés par l'État et entreposés à Manosque et sur la contribution à l'approvisionnement énergétique national et la défense nationale des ouvrages (art. L555-25 du Code de l'Environnement).

Une demande de DUP est nécessaire pour l'instauration des servitudes fortes (10 mètres) et faibles (25 mètres) définie à l'art. L555-27 du Code de l'Environnement pour la construction et l'exploitation des ouvrages, et pour la mise en compatibilité des documents d'urbanisme.

Le passage des servitudes est en priorité géré à l'amiable avec les propriétaires.

Monsieur Vettori présente ensuite les incompatibilités du tracé avec le PLU actuel de Berre-l'étang:

- Le tracé passe dans un espace boisé classé (EBC) situé dans la zone de Flory. Cet EBC est composé de jeunes pousses de pins d'Alep. Le couloir de canalisation est existant.
- Il traverse également un EBC situé Moulin Vieux. C'est un EBC significatif au sens de la loi littoral, composante de la ripisylve de l'Arc qui représente -0,3% de la surface totale des EBC de la commune.
- Il passe dans un EBC situé dans le secteur de la Canillières. C'est également un EBC significatif composé de roselières, de cultures, de haies et relie deux boisements qui représente 2,2 % de la surface totale des EBC. Le seul groupe de boisement présent dans le secteur est évité par le projet.
- Le tracé traverse également la zone NL où ne sont pas autorisées les constructions et installations d'intérêt public.

La mise en compatibilité de PLU de Berre-l'étang portera donc sur :

- la modification des pièces graphiques (plan de zonage Nord et Sud) où seront reportées les zones à déclasser:
 - les EBC de la zone de Flory devront être déclassés sur une bande de 25 mètres.
 - Les EBC significatifs situés Moulin Vieux devront être déclassés sur une bande 25 mètres.
 - Les EBC significatifs situés secteur des Canillières devront être déclassés sur une bande 25 mètres.
 - la zone NL devra être déclassée en N sur la bande de 25 mètres de large de l'emprise du projet.
- la mise à jour des documents annexes (plans et liste des servitudes).

Aucune autre modification des pièces écrites du PLU de la commune de Berre-l'étang ne s'avère nécessaire.

Les enjeux environnementaux ont fait l'objet d'une étude d'impact. L'Autorité Environnementale a relevé la

qualité de cette étude environnementale, l'analyse des impacts résiduels et les mesures d'accompagnement ont été jugés de bonne qualité.

Après la présentation du projet et du contenu du dossier de mise en compatibilité, Madame AHRWEILLER invite les participants à exprimer leur avis sur le déclassement des trois EBC.

Monsieur BERTRAND, Chambre d'agriculture, indique que les négociations avec la société GEOSSEL se déroulent très bien sur le terrain, et que les relations avec les agriculteurs sont bonnes.

Monsieur FANJEAU, Métropole Aix-Marseille Provence, interpelle la DDTM sur la question de la compatibilité avec les documents supra-communaux.

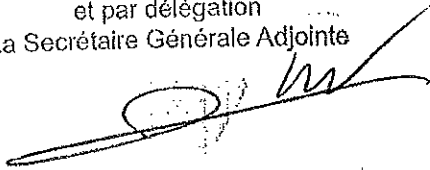
Monsieur VETTORI confirme qu'il n'y a pas d'incompatibilité avec le SCOT, les EBC significatifs n'étant pas définis à cette échelle et la commune de Berre étant en POS à l'approbation du SCOT.

Aucune autre question n'étant soulevée, Madame AHRWEILLER lève la séance.

La séance est levée à 15h30.

La présidente de séance

Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe



Maxime AHRWEILLER

La secrétaire de séance



ANNEXE 4 : procès-verbal de la CDNPS



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE

Direction des collectivités locales
de l'utilité publique et de l'environnement
Bureau de l'utilité publique, de la concertation
et de l'environnement

Section enquêtes publiques et environnement

Dossier suivi par: Mme MARY

04. 84. 35 42 46.

COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA NATURE DES PAYSAGES ET DES SITES

Formation «sites et paysages»

Séance du vendredi 20 octobre 2017

Procès-Verbal

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites des Bouches-du-Rhône, (CDNPS) s'est réunie en formation «sites et paysages» le vendredi 20 octobre 2017, la Préfecture des Bouches-du-Rhône, salle Louis Philibert (200), à 14 heures 30, sous la présidence de Madame Maxime AHRWEILLER, secrétaire générale adjointe à la Préfecture des Bouches du Rhône.

Etaient présents :

- Madame MOISSON DE VAUX, direction départementale des territoires et de la mer- service urbanisme,
- Monsieur MAUREL, direction départementale des territoires et de la mer- service urbanisme,
- Madame MARQUE, direction départementale des territoires et de la mer- service environnement,
- Madame NORMAND, direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Madame CORSET, chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine,
- Monsieur GILLET, unité départementale de l'architecture et du patrimoine,
- Monsieur MARTIN, maire de Saint Marc Jaumegarde,
- Madame BERCET, association "France Nature Environnement" 13,
- Monsieur. MANTE, centre régional de la propriété forestière, suppléant de M. QUILICI,
- Monsieur BRAVI, directeur du conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE),
- Monsieur BATTISTI, architecte,
- Monsieur LINARES, urbaniste SFU,

Membres ayant donné mandat:

- Monsieur LEGIER, maire du Tholonet à Monsieur MARTIN,
- Monsieur BRUN à Madame BERCET,
- Madame CHABAUD, conseillère départementale à Monsieur BRAVI,
- Madame RATER à Monsieur BATTISTI.

Assistaient également à la séance:

- Madame SQUARATTI, mairie de Berre l'Etang-service urbanisme et développement
- Monsieur SARDA, société GEOSSEL,
- Monsieur PETRISSANS, mairie de Fos sur Mer -service urbanisme,
- Madame ALBISSER, cabinet d'études C. Luyton,
- Mesdames PONDAVEN, VIGUIER et LESPINASSE, Métropole Aix-Marseille-Provence- conseil de territoire Istres Ouest Provence
- Monsieur SAUREL, mairie de Marseille- service des autorisations d'urbanisme,

- Madame BERNIE, mairie de Marseille-Direction Générale Adjointe de l'Attractivité et de la Promotion
- Monsieur PEILLEX, pétitionnaire.
- Monsieur VETTORI, direction départementale des territoires et de la mer- service territorial
- Madame BENETREAU, directrice des collectivités locales, de l'utilité publique et de l'environnement à la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Monsieur PAYAN, chef du bureau de l'utilité publique, de la concertation et de l'environnement (BUPCE), à la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Madame MARY, BUPCE- Préfecture des Bouches du Rhône,

Etaient absents ou excusés:

- Monsieur le directeur régional des affaires culturelles,
- Monsieur GENZANA, conseiller départemental,
- Madame GARCIA, conseillère métropolitaine,
- Monsieur. BOUQUIER, représentant "l'association pour la Sainte-Victoire"
- Monsieur de SAMBUCY, chambre d'agriculture des BDR,
- Madame RAULT, fédération française du paysage,

Le quorum réglementaire, requis pour que la commission puisse valablement délibérer étant atteint, la Présidente ouvre la séance; elle soumet à l'examen des membres les dossiers suivants, inscrits à l'ordre du jour.

I- BERRE L'ETANG

Déclassement d'espaces boisés classés significatifs (EBCS)
(application de l'article L 121-27 du code de l'urbanisme).

Rapporteur: Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer

Dans le cadre d'un plan de rénovation de canalisations existantes de transport d'hydrocarbure et de saumure, la société Géosel Manosque prévoit le remplacement des tronçons des canalisations GSM1 et GSM2, situées dans l'étang de Vaine.

Le rapporteur indique qu'au terme d'une analyse des impacts, la société Géosel Manosque a choisi de modifier le tracé des tronçons subaquatiques au profit d'un tracé terrestre.

Ce nouveau tracé impacte deux EBCS localisés dans le nord de la commune de Berre l'Etang dont une partie de chacun d'entre eux doit faire l'objet d'un déclassement au titre de l'article L 121-27 du code de l'urbanisme.

Le rapporteur commente les photographies qui présentent les EBCS impactés:

-lieu-dit "moulin Vieux"(ripisylve de l'Arc): 0,32 hectares à déclasser représentant moins de 0,3% de la surface totale EBCS)

Des mesures sont proposées dans l'étude d'impact visant la réduction des impacts sur les enjeux écologiques liés aux boisements présents; le projet de déclassement n'est donc pas de nature à compromettre la conservation des boisements de la ripisylve de l'Arc, ni la conservation du milieu.

-lieu-dit "les grande canillières": 0,625 hectares à déclasser représentant 2,2% de la surface totale EBCS

La zone à déclasser relie en fait deux boisements; elle correspond à des roselières, à des cultures, à des haies et alignements d'arbres.

Des mesures sont proposées dans l'étude d'impact visant la réduction des impacts sur les enjeux écologiques liés aux boisements présents; le projet de déclassement n'est donc pas de nature à compromettre la conservation des boisements ni la conservation du milieu, les impacts du projet de canalisations étant temporaires (pendant la durée des travaux).

Au regard des éléments développés ci-dessus, le rapporteur propose à la commission d'émettre un avis favorable au projet de déclassement des EBCS précités.

Mme BERCET intervient au nom de l'association qu'elle représente et en lieu et place de M. BRUN, empêché, représentant la "ligue de protection des oiseaux" (LPO). Elle indique que les arguments développés en faveur du nouveau tracé ne lui paraissent pas convaincants au regard de son impact sur plusieurs zones riches et variées telles que ripisylve, interface bois/champ, zones humides, habitats Natura 2000 et sur des zones qui abritent des espèces animales protégées ou rares (oiseaux, amphibiens, chiroptères).

Elle ajoute que le nouveau tracé, plus long que le tracé initial, impacte deux zones sensibles au lieu d'une qui l'était beaucoup moins (aménagements littoraux, remblais).

Elle demande si une notice d'incidences Natura 2000 et une étude d'impact sur les espèces protégées, ont été réalisées.

M. SARDA indique que le nouveau tracé retenu suit un couloir existant de canalisations.

Une analyse des impacts des travaux sur l'environnement a été réalisée à partir d'une étude conduite en 2016 présentant un état initial complet des zones impactées et qui a permis de révéler la présence des espèces protégées citées par Mme BERCET.

Il fait état de la mention dans l'étude d'impact de mesures d'atténuations d'impact sur le papillon Diane, qui seront mises en oeuvre par le maître d'ouvrage.

Il évoque ensuite l'adaptation du calendrier des travaux au calendrier écologique afin de réduire les impacts sur la flore. Ainsi dans les zones les plus sensibles, les travaux seront réalisés en automne; de plus, un tri des terres de surface sera effectué afin de procéder à un nouvel épandage de surface lors du remblaiement, en vue d'une meilleure reprise de la végétation.

Il signale que, au regard de l'impact fort du projet sur les oiseaux dans la partie ouest du tracé, la période de reproduction des espèces sera respectée, et des mesures d'accompagnement seront mises en oeuvre telles que la création d'îlots pour permettre le nichage des oiseaux dans les salins de Berre.

Il confirme la présence d'un volet incidences Natura 2000 dans l'étude d'impact générale.

M. MAUREL rappelle que la compétence de la commission s'exerce au titre de la suppression des EBCS; l'étude d'impact étant requise dans le cadre d'autres procédures d'autorisations.

Sur proposition du rapporteur, la commission se prononce **favorablement** sur le projet de déclassement de deux EBCS sur la commune de Berre l'Etang; le décompte des voix est le suivant:

Avis favorables: 12 .

Avis défavorables: 2

II - FOS SUR MER

Projet de PLU

Rapporteur: Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer

Le rapporteur présente les particularités du territoire de la commune de Fos sur Mer et les contraintes existantes; il rappelle le cadre juridique dans lequel s'inscrit la consultation de la commission;

I- au titre de l'article L 121-13 du code de l'urbanisme

-la délimitation des espaces proches du rivage (EPR), proposée par le PLU reprend celle prévue par le ScoT.

-l'extension limitée de l'urbanisation dans les EPR:

En commentant un diaporama, le rapporteur présente successivement tous les secteurs situés en EPR et les dispositions du règlement qui leur sont applicables (cf rapport).

Concernant la zone naturelle NPS-p, correspondant aux plages et à leurs abords, les dispositions prévues dans le PLU qui permettent la construction d'installations légères de loisirs démontables ou non, ne constituent pas de l'urbanisation; l'impact sur la nature sera faible.

Toutefois, le rapporteur précise qu'il conviendra d'appliquer strictement la réglementation interdisant toute construction et installation dans le secteur de la bande littorale des cent mètres.

II- au titre de l'article L 121-27 du code de l'urbanisme

Selon le rapporteur, les espaces boisés existants les plus significatifs de la commune de Fos sur Mer sont donc bien classés par le PLU en espaces boisés classés significatifs (EBCS), d'une superficie totale de 308 hectares.

Il signale que l'EBCS en bordure de l'étang de l'Engrenier, que la commune prévoit de déclasser, doit être maintenu (erreur de transcription sur document PLU).

En revanche, l'EBCS prévu sur le projet de contournement routier de Martigues/Port de Bouc déclaré d'utilité publique, doit être supprimé.

De même, afin de faciliter l'entretien des lignes RTE et des pipelines, il convient selon le rapporteur, de supprimer les EBCS sur leurs tracés.

Au regard de ce qui précède, le rapporteur propose à la commission de se prononcer ainsi:

- avis favorable sur la délimitation des EPR;
- avis favorable sur l'extension limitée de l'urbanisation dans les zones situées dans ces EPR, sous réserve que le règlement de la zone NPs rappelle le principe d'inconstructibilité dans les secteurs non urbanisés de la bande littorale des 100 mètres.
- avis favorable sur l'identification des EBCS, sous réserves de:
 - ♦les rajouter sur la bordure de l'étang de l'Engrenier,
 - ♦les supprimer sur la partie de la DUP prévoyant le contournement de Martigues/Port de Bouc et sur le tracé des pipelines (largeur 20 mètres) et des lignes RTE.

Mme ALBISSER informe la commission de la décision de la commune de Fos sur Mer de donner une suite favorable à la demande formulée par le GPMM visant le déclassement des EBCS situés sur le couloir des pipelines, sur une largeur de 20 mètres.

En revanche, la commune de Fos sur Mer, soucieuse de la préservation de son patrimoine paysager et naturel, ne souhaite pas déclasser les EBCS situés sous les lignes électriques, aux motifs:

- du fort impact paysager des boisements sur l'ensemble de la colline;
- des dispositions du code de l'énergie qui prévoient que la DUP confère aux concessionnaires le droit de couper des arbres ou des branches qui, se situant à proximité de conducteurs aériens d'électricité, pourraient occasionner des avaries aux ouvrages;
- du possible enfouissement, à terme, des lignes électriques aériennes.

Mme ALBISSER déclare qu'une suite favorable sera donnée à la demande du rapporteur concernant le respect du principe d'inconstructibilité dans les secteurs non urbanisés dans la bande littorale des 100 mètres, en zone NPs mais aussi en zone NN, où sont présentes des canalisations nécessaires au GPMM; elle demande si une dérogation pourra être accordée pour toute intervention sur ces ouvrages.

M. MAUREL précise qu'une dérogation est possible au titre de l'article L 121-4 du code de l'urbanisme à condition que les canalisations en cause répondent aux critères définis par ledit article.

Mme ALBISSER prend note du rappel réglementaire signalé par M. MAUREL concernant l'obligation de saisine de la CDNPS de toute intervention sur les boisements situés sous les lignes électriques dans l'hypothèse où ils seraient maintenus en EBCS.

M. BATTESTI soutient la commune de Fos sur Mer dans l'expression d'une certaine défiance vis à vis des concessionnaires de réseaux, considérant qu'il ne faut pas les exonérer des contraintes liées à la présence d'EBCS, sous leurs réseaux, mais plutôt les obliger à avoir des préoccupations de territoire.

Sur la base du rapport du DDTM, la Présidente soumet au vote de la commission les aspects du PLU dont elle a été saisie:

- concernant la délimitation des EPR, la commission émet, à l'unanimité, un avis **favorable**
- concernant l'extension limitée dans ces EPR, la commission émet un avis **favorable** assorti de la réserve du rapporteur relative au respect, en zone NPs, du principe d'inconstructibilité dans les secteurs non urbanisés de la bande littorale des 100 mètres:

Avis favorables: 12

Avis défavorables: 2

-concernant l'identification des EBCS, la commission émet, à l'unanimité, un avis **favorable**, assorti des réserves du rapporteur à l'exception de celle visant la suppression de l'EBCS sous les lignes RTE considérant qu'il s'avère nécessaire de le maintenir.

III - MARTIGUES

Révision du PLU

Rapporteur: Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer

Le rapporteur présente les particularités du territoire de la commune de Martigues et les contraintes existantes; il rappelle le cadre juridique dans lequel s'inscrit la consultation de la commission;

I- au titre de l'article L 121-13 du code de l'urbanisme

-la délimitation des espaces proches du rivage (EPR), proposée dans le PLU, doit être élargie afin d'y intégrer l'ensemble du secteur de l'Ile, en compatibilité avec les dispositions du SCOT.

L'Ile doit être considérée comme une seule entité formant un ensemble cohérent.

Dans les secteurs à enjeux de Lavéra, il a été convenu de réserver un espace disponible à une possible extension du complexe pétrochimique.

-l'extension limitée de l'urbanisation dans les EPR:

En commentant un diaporama, le rapporteur présente successivement tous les secteurs situés en EPR et les dispositions du règlement qui leur sont applicables (cf rapport).

Il formule des observations particulières concernant:

-la zone UT correspondant aux zones de développement touristique:

Les dispositions prévues constituent une extension limitée de l'urbanisation au titre de la loi littoral. Toutefois, une analyse plus fine des autorisations d'urbanisme devra être effectuée par le service instructeur, afin d'évaluer si le projet constitue une extension en continuité et limitée de l'urbanisation.

Par ailleurs, au regard de l'aléa feu de forêt qualifié de très fort à exceptionnel, le règlement devra être modifié pour prendre en compte la réglementation liée au risque incendie de forêt.

-la zone 1AUC correspondant à une zone d'urbanisation future d'habitats, couvertes par des orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

♦OAP "les Laurons": les dispositions prévues constituent une extension limitée de l'urbanisation au titre de la loi littoral. Toutefois, au regard de l'aléa feux de forêt, qualifié de très fort à exceptionnel, ce secteur doit être identifié comme inconstructible car il est indéfendable.

♦OAP "les Arqueirons": les dispositions prévues constituent une extension limitée de l'urbanisation au titre de la loi littoral. Toutefois, au regard de l'aléa feux de forêt qualifié de très fort à exceptionnel sur ce secteur, une véritable démarche d'analyse du risque devra être engagée sous peine d'inconstructibilité.

♦ OAP "Saint Lazare": les dispositions prévues constituent une extension limitée de l'urbanisation au titre de la loi littoral. Toutefois, ce secteur, situé à proximité du site pétrochimique de Total La Mède, est directement impacté par le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) qui n'autorise pas la densification en continuité de l'urbanisation existante. De fait, cette OAP n'est pas en adéquation avec le règlement PPRT qui doit être pris en compte.

-la zone 2AUea correspondant à une zone d'urbanisation future (extension du secteur pétrochimique): l'ouverture à l'urbanisation nécessitera une modification ou une révision du PLU qui devra faire l'objet de l'avis de la présente commission.

-les zones naturelles N et Np: le règlement de ces zones du PLU ouvrent de nombreuses possibilités de constructions qui ne sont pas conformes au principe d'extension limitée de l'urbanisation.

II- au titre de l'article L 121-27 du code de l'urbanisme

Selon le rapporteur, les espaces boisés existants les plus significatifs de la commune de Martigues sont bien classés par le PLU en espaces boisés classés significatifs (EBCS).

Au regard de ce qui précède, le rapporteur propose à la commission de se prononcer ainsi:

-avis favorable sur la délimitation des EPR, sous réserve d'y intégrer l'ensemble du secteur de l'île, constituant une seule entité formant un ensemble cohérent.

-avis favorable sur l'extension limitée de l'urbanisation dans les zones UA, Uah, Uap, UC, Uea, NL

-avis favorable, au titre de la loi littoral, sur l'extension limitée de l'urbanisation en zone UT, 1AUC, étant signalé que la prise en compte du risque feux de forêt et du PPRT, est prioritaire (cf paragraphes ♦ ci-dessus).

-avis défavorable sur l'extension limitée de l'urbanisation dans les zones N et Np car les dispositions prévues sont de nature à générer un impact sur la nature qui pourrait être important en fonction des projets.

-avis favorable sur l'identification des EBCS.

M. LINARES s'interroge sur la méthode de raisonnement de la commune de Martigues qui a servi de base pour la rédaction des dispositions figurant dans le document de PLU présenté.

M. VETTORI indique que la rédaction des règlements figurant dans ce document n'a pas été modifiée par rapport à la rédaction du PLU de 2010; de ce fait, il n'a pas été tenu compte de l'évolution de textes applicables et du code de l'urbanisme, notamment pour ce qui concerne les dispositions afférentes aux régimes d'autorisation en zones A et N.

M. BATTESTI indique que la commune de Martigues a une urbanisation désordonnée; toutefois, elle ne dispose pas d'un territoire facile en termes de gestion des espaces, étant soumis quasiment en totalité à la loi Littoral.

A l'unanimité, la commission se range aux avis et réserves susmentionnées du rapporteur.

IV - MARSEILLE- Site classé du Vieux-Port

Projet d'implantation foraine: installation d'une "grande roue" sur le quai de la Fraternité

PC n° 0551700702

Rapporteur: Madame la Cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine

Le rapporteur indique que l'objet de la demande de permis de construire décrite dans le document Cerfa, concerne "l'occupation à caractère temporaire du domaine public pour l'installation d'une "grande roue" (manège) sur le Vieux-Port comme chaque année à Noël...". Elle indique que l'installation sera présente du 1^{er} octobre 2017 au 1^{er} janvier 2018, plus 6 jours de montage et 6 jours de démontage.

M. PEILLEX précise que le site du Vieux Port a été retenu en raison de son caractère touristique, plus emblématique que le site du J4.

M. LINARES considère que "la grande roue", ne répond pas aux critères d'intégration au site, au regard du caractère historique du lieu; de plus, il évoque le travail qui a été accompli en vue de l'embellissement du Vieux Port, au niveau des détails d'aménagement des façades commerciales, des barges et la volonté manifeste de libérer l'espace. Le J4 constitue un espace plus adapté pour ce type d'installation.

M. BATTESTI souligne que le caractère provisoire de l'installation est fondamental car inhérent à la tradition foraine.

Mme BERNIE indique que la ville de Marseille soutient cette opération qui intervient en période de fêtes de Noël, considérant qu'il convient de trouver un point d'équilibre entre la préservation du site du Vieux Port et la nécessité d'animer cet espace et le rendre attractif.

Elle fait observer que la mairie de Marseille est attentive à ce que le Vieux Port ne soit pas trop encombré, veillant en cela à déplacer les installations du marché de Noël sur d'autres sites à proximité et créant ainsi un parcours ludique, dans lequel s'inscrit "la grande roue".

Elle confirme qu'en période estivale, la demande d'implantation concernerait un autre site.

M. SAUREL indique que la demande de permis a été déposée à titre précaire, dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public et permet de déroger aux règles du PLU.

Selon M. BATTESTI, l'implantation d'un objet exceptionnel, tel que "la grande roue" dans un lieu aussi exceptionnel que le Vieux Port, soulève des questions délicates de rapports d'échelle, de perspectives et d'harmonies.

M. PEILLEX et son assistant indiquent que le dossier de demande de permis de construire n'a été déposé qu'au mois d'août dernier du fait qu'aucune information ne leur a été donnée préalablement, par les services administratifs, sur la mise en oeuvre de différentes procédures afférentes à d'autres réglementations,

Mme NORMAND évoque l'existence d'un courrier de la DREAL adressé au Maire de Marseille dès 2012, rappelant la réglementation inhérente au site classé du Vieux Port pour ce qui concerne l'ensemble des installations implantées sur ce site.

A la question de la Présidente sur le poids de la roue supporté par le quai, le pétitionnaire indique que figure une étude de sol parmi les pièces du dossier et que les différents aspects du projet ont été examinés au cours de trois réunions avec les services de la ville de Marseille.

M. BRAVI demande des précisions sur le mode d'alimentation en énergie; le pétitionnaire indique que le site est équipé en réseau électrique permettant à la roue de bénéficier d'une puissance électrique de 400 ampères, directement sur le site, l'alimentation se faisant à la base de la roue en évitant la présence de câbles au sol.

Mme NORMAND rappelle les délais d'instruction d'un dossier en site classé, pour ce qui concerne d'une part l'obtention de l'autorisation ministérielle (6 mois à partir du dépôt du dossier de permis), et d'autre part la délivrance du permis de construire (8 mois à partir du dépôt du dossier de permis).

Ces éléments conduisent la Présidente à constater, en terme de calendrier, que la réalisation du projet pour les fêtes de Noël 2017 semble compromise.

Le rapporteur rappelle que cette installation foraine est située sur le site du Vieux Port, classé par arrêté ministériel du 6 août 1932, aux motifs "de mettre à l'abri ce site de tous les projets qui surgissent périodiquement et menacent de l'altérer".

Il fait un rappel historique des divers échanges qui ont eu lieu entre les services de l'Etat et la ville de Marseille afin de clarifier les différentes réglementations applicables pour ce type d'installation.

En effet, la mairie de Marseille a donné son accord, dans les années précédentes, à l'installation d'une "grande roue" sur le site du Vieux Port, dans le cadre d'autorisations d'occupation temporaire du domaine public, sans les autorisations requises au titre du code de l'urbanisme et du code de l'environnement.

Le rapporteur commente ensuite des documents graphiques présentant la description de l'ouvrage (structure porteuse, cabines, local billetterie) et des documents photographiques présentant l'impact de l'ouvrage sur le domaine public.

Il est précisé que la superficie de la plate-forme supportant l'installation est de 500 m² et présente un aspect de socle d'une hauteur qui peut être évaluée approximativement à 80 cm/1 mètre.. Autour de ce socle est installée la structure porteuse de la roue, divisée en quatre points d'appuis, les piles étant réparties aux 4 angles de la plate -forme.

Le rapporteur signale une diminution notable prévisible de l'espace de circulation côté quai et surtout côté chaussée où l'emprise ne permet pas une circulation facile des piétons.

Il évoque également un impact visuel proche et lointain accru du fait du diamètre de l'installation circulaire portée à 53 mètres de hauteur au-dessus du socle (la hauteur de la précédente installation s'élevait à 43 mètres) et le risque de voir apparaître des barrières métalliques de protection autour de l'installation, augmentant l'encombrement au sol.

Le rapporteur rappelle que le projet d'embellissement et de semi piétonisation du Vieux Port portait l'ambition de "libérer" l'espace sur ce site exceptionnel; toutefois, le Vieux Port est un lieu attractif et il est normal que des manifestations temporaires puissent s'y développer, en veillant à y maîtriser la fréquence, la durée et l'impact. A ce titre, un travail de tri et de priorisation des manifestations mérite d'être poursuivi par la ville de Marseille en lien avec les services de l'Etat.

Considérant que le projet présenté est impactant dans les perspectives urbaines lointaines et dans son encombrement au sol, le rapporteur demande à la commission d'évaluer si cette installation, telle que présentée dans la demande de permis de construire, est compatible ou non avec les objectifs de préservation et de mise en valeur du site classé.

M. PEILLEX, exploitant de l'installation, précise que les barrières en inox ne créeront pas d'encombrement sur le quai car elles seront fixées sur la plate-forme. Il ajoute que la roue sera de couleur blanche et éclairée de façon limitée (éclairage type "LED"). Les cabines sont semi-fermées et sécurisées.

Il insiste sur le caractère temporaire de l'installation, limité à la période des fêtes de Noël et pour laquelle une demande de permis, à titre précaire, a été déposée.

M. BATTESTI indique que la difficulté d'appréciation de ce projet réside dans le fait de son implantation dans un site de petite échelle et dans la confrontation avec les façades et l'église, très proches.

La grande roue se retrouve "coincée" dans un angle du Vieux-Port. Il serait judicieux de l'implanter dans un site plus vaste.

S'en suivent des échanges entre services sur les différents types d'autorisation au titre du code de l'urbanisme et du code de l'environnement afférentes aux installations temporaires, suivant la durée de l'exploitation.

La Présidente fait part de l'avis favorable du Préfet sur ce projet sous la condition expresse que la "grande roue" soit démontée au 1^{er} janvier 2018.

Certains membres de la commission déclarent ne pas comprendre l'insistance du pétitionnaire pour l'implantation de la "grande roue" sur le site du Vieux Port, au regard des contraintes réglementaires qui s'imposent et des délais d'instruction alors que des solutions alternatives sont envisageables.

Selon M. BRAVI, il appartient à la commission de se prononcer sur le principe d'une implantation possible de ce type d'équipement dans le site classé du Vieux Port.

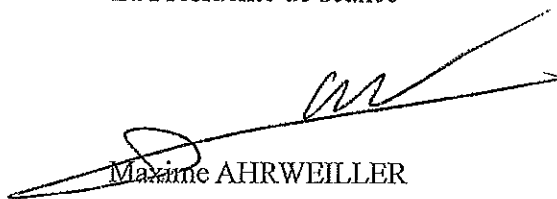
M. BATTESTI insiste sur le fait que le positionnement de la "grande roue" dans l'angle du Vieux Port est difficilement acceptable; il est de nature à fabriquer un obstacle supplémentaire sur cette partie du quai. Un autre emplacement plus ouvert, sur le site du Vieux Port, aurait été plus judicieux;

A l'issue de la discussion, la commission émet un avis **défavorable** au projet présenté d'installation foraine temporaire, du 1^{er} octobre 2017 au 1^{er} janvier 2018, sur le quai de la Fraternité, en site classé du Vieux Port; le vote s'est exprimé ainsi:

Avis défavorables:	6
Abstentions:	5
Avis favorables;	4 y compris la voix de la Présidente

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17 heures 30

La Présidente de séance



Maxime AHRWEILLER

